

## **Les relations entre l'Iran et le Liban, une perspective historique septembre 2006**

Depuis le déclenchement de l'offensive israélienne, le 12 juillet 2006, le règlement du conflit au Liban, et plus largement la stabilité du Moyen-Orient, sont au coeur des débats de la communauté internationale. Un des éléments essentiels du conflit est représenté par l'implication de l'Iran, les relations entre la République islamique et le Liban passant essentiellement par le "parti de Dieu", dont elle est un des principaux bailleurs de fonds à côté de la Syrie.

### **I. La volonté iranienne d'être une puissance régionale**

Situé à la frontière des mondes arabe, indien et turc, l'Iran est un pays géographiquement isolé du reste du Moyen-Orient. Dès le début des années 1970, l'ayatollah Ruhollah Khomeiny décide de faire de l'Iran une vraie puissance régionale, en étendant notamment son influence au Liban, pays fragile considéré comme un pont entre le Moyen-Orient et l'Occident. Il s'appuie alors sur Moussa Sadr, religieux formé en Iran, installé au Liban depuis une dizaine d'années et chef du Conseil suprême chiite au Liban. L'objectif est de créer un élan révolutionnaire au Liban en s'appuyant sur les milieux chiites. Sadr commence alors à former des militants chiites à la doctrine et à la guérilla grâce au soutien logistique de Yasser Arafat. En 1973, il fonde le *Mouvement des déshérités* qu'il complète par un bras armé Amal en 1975. Cependant, c'est avec la Révolution islamique de 1979, que l'influence de l'Iran au Liban prend de l'ampleur. Après avoir renversé le chah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi, Khomeiny, alors chef du gouvernement, décide d'exporter la Révolution islamique à partir du pays du Cèdre, où il estime que les conditions qui lui sont favorables. La guerre Iran-Irak de 1980, permet à l'Iran, par l'intermédiaire d'une alliance stratégique avec la Syrie, d'affirmer sa position au Liban. Ce n'est pas une alliance idéologique, mais de circonstance, puisque la Syrie est sunnite et l'Iran chiite. La Syrie considère, en 1980, que la présence de l'Iran peut servir de contrepoids aux mouvements intégristes qui se développent au Liban. De plus la Syrie veut expulser Israël et les pays occidentaux du pays du Cèdre. Enfin, l'Irak, ennemi traditionnel de la Syrie, s'oppose à sa présence sur le territoire libanais. En 1982, au moment de l'offensive israélienne au Liban, Khomeiny, pour montrer son soutien, ouvre un deuxième front contre Israël. Téhéran envoie aussi pour la première fois des troupes dans la région de Baalbek. Ces "Gardes de la Révolution", les *pasdarans*, fondent le Hezbollah, auquel adhèrent des militants chiites libanais. Les liens de ce mouvement avec la République islamique sont étroits et son chef, Hassan Nasrallah, fut formé à Qom, centre théologique et politique du chiisme iranien. Mais les actions du "parti de Dieu" dépendent aussi de la Syrie, qui contrôle une grande partie du pays. De plus, l'aide iranienne en argent et en armes doit transiter par la Syrie pour arriver jusqu'au Liban. Le Hezbollah acquiert par la suite un certain prestige et un réel soutien de la population, notamment grâce à son rôle joué dans le retrait israélien du Liban en mai 2000 et dans la reconnaissance de la "libanité" des fermes de Cheeba. Grâce à l'aide financière iranienne, qui s'élève à environ 100 millions de dollars par an selon les spécialistes, le Hezbollah mène aussi des actions caritatives, comme la fondation d'hôpitaux, de mosquées, d'écoles, ou encore la construction de réseaux de distribution d'eau et d'électricité. C'est ainsi que le parti de Dieu a réussi à faire du Sud-Liban et du sud de Beyrouth de réelles places fortes.

### **II. Le Hezbollah dans le jeu politique libanais**

Mais le Hezbollah n'est pas seulement la milice qui, aujourd'hui, est devenue experte dans les prises d'otages. En 1985, le Hezbollah devient un parti politique sous le nom de *Majlis Choura*. Un an plus tard, 63 personnalités libanaises décident de doter la future "République islamique du Liban" d'une constitution. Puis en 1992, le Hezbollah obtient l'élection de 8 de ses députés au Parlement. L'exportation de la Révolution islamique fut cependant un échec. Damas n'y a jamais été favorable, et la Syrie a toujours gardé le contrôle des événements allant même jusqu'à éliminer quasiment le Hezbollah par Amal pro-syrien en 1988. Malgré cela, dans la vie politique libanaise actuelle, le Hezbollah est un parti sur lequel le pouvoir doit compter. Tout d'abord, le gouvernement de Fouad Siniora, actuel Premier ministre libanais, compte cinq membres sur vingt quatre proches du Hezbollah

et de Amal, ce dernier mouvement, affaiblit, s'étant récemment rapproché du "parti de Dieu". Cela permet au Hezbollah de disposer d'une protection supplémentaire, en plus de celle du président Emile Lahoud dont le mandat a été renouvelé par la Syrie en 2004. Le nouveau Parlement compte 14 députés appartenant au Hezbollah, et seulement 15 députés membres de la formation du chef du Parlement, Walid Joumblatt, chef politique de la communauté druze du Liban. De plus, le Hezbollah bénéficie depuis 2005 du soutien du Courant Patriotique Libre (CPL), parti politique du général Michel Aoun soutenu par une grande partie des chrétiens. Ce rapprochement s'est concrétisé par le refus de la destitution, en 2005, du Président libanais, contesté par la majorité parlementaire, et par la signature, le 6 février 2006, d'un document d'entente mutuelle. Le Premier ministre Siniora a aussi accepté de désigner le Hezbollah par le terme de "Résistance nationale", ce qui a provisoirement sorti ce dernier du champ d'application de la résolution 1559 sur le désarmement de toutes les milices du Liban. Enfin, Walid Joumblatt, président du Parti socialiste progressiste du Liban et du Mouvement national libanais, n'a que peu d'argent et pas suffisamment de soutien politique (coalition entre sunnites, druzes et chrétiens fragile malgré une majorité parlementaire) et populaire (manifestation pro-syrienne du Hezbollah et du Amal en mars 2005 dans les rues du Liban qui a rassemblé des centaines de milliers de manifestants). De plus, l'armée a été infiltrée par des agents syriens pendant les 29 ans d'occupation, ce qui rend problématique un éventuel désarmement du Hezbollah.

### **III. Dépendance du Hezbollah vis-à-vis de l'Iran**

En 2006, le conseil de direction du Hezbollah compte, selon Denis Bauchard, spécialiste du Moyen-Orient, deux iraniens de l'ambassade d'Iran à Beyrouth. Ce qui ne signifie pas que le Hezbollah n'a pas ses propres objectifs. Cheikh Naïm Kassem, secrétaire général adjoint "du parti de Dieu", affirme dans un ouvrage, que le Hezbollah reconnaît l'autorité du Guide suprême de la Révolution islamique, actuellement Khamenei, pour les questions stratégiques et doctrinales. Cependant, "le suivi des détails, la gestion des problèmes ainsi que l'action quotidienne sur les plans politique, social et culturel, de même que les détails de la lutte contre l'occupation israélienne relèvent de la responsabilité du commandement du parti élu par la base". La présence syrienne au Liban a été considérablement affaiblie par le retrait des derniers soldats syriens du sol libanais en avril 2005, ce qui renforce encore l'influence iranienne. Un désarmement du Hezbollah par la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) ferait figure de déclaration de guerre pour l'Iran. Cette action représenterait un coup dur à l'équilibre fragile des relations entre le monde occidental et l'Iran, notamment dans le contexte des négociations dans le dossier nucléaire iranien. Or l'Iran, qui se veut être une véritable puissance régionale, n'a aucun intérêt à ce que le Liban se stabilise, car il en résulterait pour elle une notable perte d'influence dans cette région.